



**CANDIDATURE EN VUE DE L'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES MÉDIATEURS DE LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
PERSONNE MORALE POUR L'ANNÉE 2026**

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-après la trame du dossier de candidature qui doit être scrupuleusement respectée. La dernière page comporte une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée par le représentant légal de la personne morale.

Le présent document doit être complété de façon dactylographiée (et non de façon manuscrite).

PIECES OBLIGATOIRES A JOINDRE AU DOSSIER ET A NUMEROTER :

- ✓ Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport de son représentant légal et, le cas échéant, de son titre de séjour,
- ✓ Un extrait Kbis ou une copie des statuts prévoyant, dans l'objet social, la mission d'exécution de la mesure de médiation,
- ✓ La liste des personnes physiques assurant l'exécution des mesures de médiation dont le dossier de candidature est à compléter individuellement *cf infra*

TRANSMISSION DU DOSSIER

Le présent document doit être acheminé par lettre recommandée avec AR

avant le 31 juillet 2025

RENSEIGNEMENTS SUR LA PERSONNE MORALE

Désignation de la personne morale :

Forme de la personne morale :

Adresse du siège :

Numéro SIRET (obligatoire) :

Objet (social) :

Date de création :

Nombre de salariés :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Site internet, le cas échéant :

Nom du représentant légal de la personne morale :

(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Si le représentant légal est né à l'étranger, ajouter l'identité complète de ses père et mère

Nom du père :

Prénoms du père :

Nom de la mère :

Prénoms de la mère :

Nationalité :

Joindre la copie de la carte nationale d'identité ou du passeport du représentant légal et, le cas échéant, du titre de séjour

Domicile personnel du représentant légal :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Adresse électronique :

Assurance responsabilité civile souscrite pour l'activité de médiation :

Je m'engage à renouveler cette assurance pendant toute la durée de mon inscription sur la liste de la cour d'appel de Montpellier

- nom de l'assureur :

- numéro de la police :

- **conventionnement CNAF** : oui non

Adhérente des fédérations/organismes/associations de médiation suivants :

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DONT VOUS ACCEPTEZ QU'ILS FIGURENT SUR LA LISTE DES

MÉDIATEURS MISE EN LIGNE SUR LE SITE DE LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

Rappel du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données :

« Article 1 : Le présent règlement établit des règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et des règles relatives à la libre circulation de ces données. (...) »

Nom de la personne morale :

Adresse :

Numéro(s) de téléphone :

Adresse mail :

Site web :

Noms des personnes exerçant pour son compte :

-
-
-

Pour la rubrique spéciale pour les services en ligne fournissant des prestations de médiation :

1° La politique de protection des données à caractère personnel et la preuve de ce qu'elle est accessible en ligne aux utilisateurs ;

2° La politique de confidentialité appliquée par le service en ligne et le formulaire d'accord des parties autorisant la divulgation des informations recueillies ;

3° Le support de présentation des modalités de la réalisation de la médiation en ligne et la preuve de ce qu'il est accessible en ligne aux utilisateurs ;

4° Tout document justifiant de la présence de médiateurs personnes physiques travaillant au sein du service en ligne, tel que : contrat de travail et copie du registre du personnel ;

5° La politique d'utilisation du ou des traitements algorithmiques ou automatisés de données à caractère personnel, précisant la finalité des traitements utilisés ;

6° La preuve du recueil du consentement éclairé de l'utilisateur avant l'utilisation d'un traitement algorithmique ou automatisé de données à caractère personnel ;

7° Les coordonnées du responsable de traitement et la preuve de leur accessibilité en ligne.

Date :

Signature :

INSCRIPTION SUR LA LISTE D'AUTRES COURS D'APPEL

déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :

dépôt d'un dossier, actuellement à l'étude à la (les) cour(s) d'appel de :

LES PERSONNES EXERCANT POUR VOTRE COMPTE NE PEUVENT EXERCER QUE DANS LA LIMITE DES RUBRIQUES POUR LESQUELLES VOUS CANDIDATEZ

Les textes prévoient trois rubriques (liste générale, liste médiateur familial, médiations en ligne).

Pour chacune d'elle, vous pouvez spécifier votre spécialité.

○ **INSCRIPTION SUR LA LISTE GÉNÉRALE :**

(Cocher le ou les domaines d'intervention pour lesquels vous sollicitez votre inscription)

Spécialité civile

(exemples de spécialités : partage, troubles de voisinage, copropriété, propriété littéraire et artistique ...) :

Spécialité sociale (droit du travail et de la sécurité sociale)

(exemples de spécialités : droit du travail, sécurité sociale, santé au travail, RPS/ harcèlement fiscalité ...):

Spécialité commerciale

(ex : de spécialités : droit de la concurrence, droit des sociétés, baux commerciaux, conflits entre associés...)

○ **INSCRIPTION SUR LA LISTE DES MEDIATEURS FAMILIAUX :**

(ex de spécialités : divorce, autorité parentale, droits des grands-parents, adoption ...):

○ **INSCRIPTION SUR LA LISTE DES SERVICES EN LIGNE EN MEDIATION**

PRATIQUE DE LA MEDIATION
(joindre un listing détaillé le cas échéant)

Nombre de médiations conventionnelles réalisées au cours des trois dernières années :

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

Nombre de médiations judiciaires réalisées au cours des trois dernières années :

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

Citer le nom des juridictions, des magistrats ayant désigné la personne morale et dans la mesure du possible le nom d'une des parties et/ou le numéro de RG dans la limite de 20 médiations au cours des 3 dernières années.

– Exemple : Mr le juge ... du TJ de Montpellier N° RG xxxxx

Engagements liés à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :

- Je m'engage à participer à la politique de l'amiable mise en œuvre par la cour et les juridictions dans le ressort desquelles je candidate à l'inscription ou souhaite exercer (incluant notamment la participation au dispositif des injonctions et des permanences, réalisation de médiations à l'aide juridictionnelle, inscription sur la plateforme expérimentale, participation aux actions du CDAD et aux instances partenariales et, pour les médiateurs confirmés, participation aux actions du ressort en matière de formation, co-médiation et mentorat).
- Je m'engage à satisfaire aux exigences de *reporting* et d'évaluation de l'activité individuelle de médiation définies par la cour d'appel d'inscription et, le cas échéant, au niveau national.
- Je m'engage à ne faire usage **que** de la dénomination de " *médiateur inscrit sur la liste de la cour d'appel de Montpellier* " à l'exclusion du titre de " *médiateur judiciaire* " ou présentation trompeuse d'une autre reconnaissance par l'État de la qualité de médiateur.

Date :

Signature :

Condition pré-requise à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :

Je soussigné (représentant légal) déclare solliciter l'inscription de la personne morale que je représente sur la liste des médiateurs de la cour d'appel de Montpellier et prendre connaissance des dispositions de l'article 2 et 3 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel auxquelles la personne morale, ses représentants et les personnes exerçant pour son compte, doivent satisfaire aux conditions ci après

« Article 2 :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

2° Ne pas avoir été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

3° Justifier d'une formation ou d'une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation.

Article 3 :

1° Ses dirigeants remplissent les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 2 ;

2° Ses statuts prévoient qu'elle peut accomplir des missions de médiation ;

3° Chaque personne physique qui assure l'exécution des mesures de médiation doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 2. »

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, de n'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la

probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Date :

Signature :

Fait à

le

Signature

JOINDRE pour chacune des personnes physiques exerçant pour le compte de la personne morale, les fiches ci après

Mode d'exercice :

- | |
|---|
| - exercice libéral (numéro de SIRET obligatoire) : |
| - salarié de la personne morale (numéro de SIRET obligatoire) : |
| - dirigeant de la personne morale (numéro de SIRET obligatoire) : |

Adhérent des organismes/associations de médiation suivants :**RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DONT VOUS ACCEPTEZ QU'ILS FIGURENT SUR LA LISTE DES MÉDIATEURS MISE EN LIGNE SUR LE SITE DE LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**

Rappel du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données :

« Article 1 : Le présent règlement établit des règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et des règles relatives à la libre circulation de ces données. (...) »

Nom + Prénom :

Pour la rubrique spéciale pour les services en ligne fournissant des prestations de médiation :

- 1° La politique de protection des données à caractère personnel et la preuve de ce qu'elle est accessible en ligne aux utilisateurs ;
- 2° La politique de confidentialité appliquée par le service en ligne et le formulaire d'accord des parties autorisant la divulgation des informations recueillies ;
- 3° Le support de présentation des modalités de la réalisation de la médiation en ligne et la preuve de ce qu'il est accessible en ligne aux utilisateurs ;
- 4° Tout document justifiant de la présence de médiateurs personnes physiques travaillant au sein du service en ligne, tel que : contrat de travail et copie du registre du personnel ;
- 5° La politique d'utilisation du ou des traitements algorithmiques ou automatisés de données à caractère personnel, précisant la finalité des traitements utilisés ;
- 6° La preuve du recueil du consentement éclairé de l'utilisateur avant l'utilisation d'un traitement algorithmique ou automatisé de données à caractère personnel ;
- 7° Les coordonnées du responsable de traitement et la preuve de leur accessibilité en ligne.

Date :

Signature :

INSCRIPTION SUR LA LISTE D'AUTRES COURS D'APPEL

- déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :
- dépôt d'un dossier, actuellement à l'étude à la (les) cour(s) d'appel de :

JUSTIFICATIFS DE FORMATION GÉNÉRALE

Joindre un curriculum vitae précisant l'exercice présent ou passé d'une activité conférant la qualification requise eu égard à la nature du litige conformément à l'article 131-5 du code de procédure civile, à l'arrêté JUSC2103393A du 29 janvier 2021 et au décret n°2017-1457 du 9 octobre 2017

FORMATION INITIALE A LA MÉDIATION

- Formation initiale et diplôme obtenu (*organisme formateur, contenu, nombre d'heures et modules suivis*)
- **à défaut de diplôme** joindre les justificatifs d'un exercice régulier de médiateur dans les domaines demandés en précisant depuis quand vous exercez cette activité, quelle a été la formation non diplômante que vous avez suivie avant de débiter

FORMATIONS CONTINUES ET ATELIERS

- Modules de formation continue suivis les trois dernières années:
- Ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision les trois dernières années :

Joindre les justificatifs mentionnant le nom de l'organisme formateur, les modules suivis, le contenu et la durée de la formation, des ateliers ou de la supervision, et ses modalités présentiel ou web

LANGUES ÉTRANGÈRES PARLÉES ET/OU LANGUE DES SIGNES

PRATIQUE DE LA MÉDIATION

(joindre un listing détaillé le cas échéant)

Nombre de médiations conventionnelles réalisées au cours des trois dernières années

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

Nombre de médiations judiciaires réalisées au cours des trois dernières années

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

> Citer le nom des juridictions, des magistrats vous ayant désigné(e) et dans la mesure du possible le

nom d'une des parties et/ou le numéro de RG dans la limite de 10 médiations au cours des 3 dernières années (exemple : « M. juge au TJ de Montpellier dossier XXXX N° RG 20xx/xxx)

Engagements liés à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :

- Je m'engage à participer à la politique de l'amicable mise en œuvre par la cour et les juridictions dans le ressort desquelles je candidate à l'inscription ou souhaite exercer (incluant notamment la participation au dispositif des injonctions et des permanences, réalisation de médiations à l'aide juridictionnelle, inscription sur la plateforme expérimentale, participation aux actions du CDAD et aux instances partenariales et, pour les médiateurs confirmés, participation aux actions du ressort en matière de formation, co-médiation et mentorat).
- Je m'engage à satisfaire aux exigences de *reporting* et d'évaluation de l'activité individuelle de médiation définies par la cour d'appel d'inscription et, le cas échéant, au niveau national.
- Je m'engage à ne faire usage **que** de la dénomination de "médiateur inscrit sur la liste de la cour d'appel de Montpellier", à l'exclusion de l'usage du titre de "médiateur judiciaire" ou présentation trompeuse d'une autre reconnaissance par l'État de la qualité de médiateur.

Date :

Signature :

Condition pré-requise à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :

Je déclare prendre connaissance des dispositions de l'article 2 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel aux termes desquelles :

« Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs près la cour d'appel que si elle réunit, indépendamment de celles requises par des dispositions propres à certains domaines particuliers et de celles spécialement prévues à l'article 131-5 du code de procédure civile pour l'exécution d'une mesure de médiation, les conditions suivantes :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

2° Ne pas avoir été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

3° Justifier d'une formation ou d'une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation. »

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas été l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, de n'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la

probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Date :

Signature :

Fait à

le

Signature